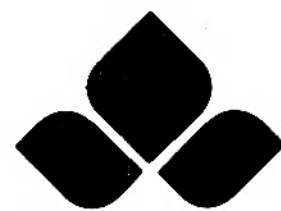


royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



politique économique :

l'autre choix



DU 26 MAI AU 8 JUIN 1983 - 13ème année - N° 383 - 6 F

M 2242 - 383 - 6 F

les anglais aux urnes

Depuis des semaines toute la presse se livrait au même jeu : serait-ce en juin, serait-ce cet automne, peut-être encore le printemps prochain ? En annonçant la dissolution du Parlement pour le 13 mai et en appelant les Britanniques à se rendre aux urnes le 9 juin, Mme Thatcher a levé les hypothèques.

Mme Thatcher a remis à une date ultérieure la visite qu'elle devait faire à Washington le 26 et le 27 mai, date à laquelle elle devait avoir un entretien avec le président Reagan. Il demeure cependant probable qu'elle se rendra au sommet de Williamsburg (28-30 mai). Le «Times» (éditorial du 11 mai) souligne combien sa présence y est requise notamment lors des débats sur les relations commerciales est-ouest. Par contre le «Times» avait estimé que la présence de Mme Thatcher au sommet de Stuttgart étant moins indispensable à l'avenir de la Communauté européenne qu'une victoire des conservateurs, cette réunion pouvait bien se tenir sans le premier ministre britannique. On sait que, finalement, les Dix ont préféré repousser le sommet d'une dizaine de jours.

La dissolution du Parlement aura pour autre conséquence la mise au rebut d'un nombre de «Bills», certains ayant donné lieu à de vives critiques. Citons par exemple le «Police & Criminal Evidence Bill» (v. revue de presse dans «Royaliste» 381), et le «Data Protection Bill», un complément au premier, visant à réglementer le fichage informatique et son utilisation par la police. C'est sans regret que «The Economist» (23-29 avril) constate leur disparition. Par contre il déplore la perte du «Building and Housing Bill» dont le but était de faciliter l'achat de «Council Houses» par leurs locataires, et du «Parliamentary Control of Expenditure (reform) Bill, présenté par l'ancien ministre de la Culture, Norman Saint John Stevas. La privatisation de British Telecom devra attendre le résultat des élections (le «Telecommunications Bills» prévoyait la vente de 51% des actions de BT actuellement détenues par le gouvernement.

Un sondage d'opinion (Marplan) publié dans le «Guardian» (21 avril) donnait aux Conservateurs une avance de 11 points par rapport aux travaillistes (Conservateurs 43%, Labour 32%, Libéraux/SPD 23%). Durant tout le mois d'avril et début mai, plusieurs journaux («The Times», «The Guardian», «The Daily Telegraph», et «The Economist») ont examiné les conséquences sur le plan électoral du redécoupage des circonscriptions, intervenu dans le cadre du «Constituency Boundaries Act». Plusieurs parlementaires des deux principaux partis sont toujours sans siège à contester aux prochaines législatives.

Toujours à propos des élections du 9 juin : dans son éditorial

du 16 avril le «Times» se prononçait contre des élections anticipées, en rappelant que jusqu'en 1906 le Parlement était élu pour 7 ans, et depuis lors pour 5 ans (durée moyenne 3 ans et 5 mois). Il conclut : «Ce laps de temps est trop bref pour garantir la bonne santé du système. L'un des défauts du système politique en Grande-Bretagne depuis la guerre a été la fréquence des changements de direction dans la politique gouvernementale». En revanche, le 7 mai, le même journal souhaite de toutes prochaines élections; même son de cloche dans le «Daily Telegraph» (7 mai), afin de «rassurer nos partenaires au sein de l'OTAN et de mettre fin aux incertitudes qui paralysent la vie politique du pays».

Les élections locales du 5 mai (pour le renouvellement d'environ 1/3 des sièges de conseillers) n'ont pas permis de tirer de grandes leçons. D'après les chiffres de la Press Association portant sur 313 localités, les Conservateurs ont emporté 518 sièges et en ont perdu 390, pour les travaillistes les chiffres correspondants sont comme suit : 305 contre 268, pour les Libéraux 265 contre 147. Les perdants de ces consultations ont été les indépendants (99 sièges gagnés contre 346 de perdus) et le SDP (gains : 66, pertes 74). Le «Daily Telegraph» (7 mai) relève la polarisation Nord/Sud, le parti travailliste confirmant son emprise sur le nord et le nord-ouest, les conservateurs étant la force dominante dans le sud et le sud-est, et se maintenant dans les Midlands et le Pays de Galles.

Le «Guardian» (3 et 4 mai) discute des intentions des partenaires de l'Alliance (Libéraux/SDP) au cas où aucun des deux autres partis n'obtiendrait de majorité aux prochaines élections (ce qui ferait les affaires de l'Alliance).

M. David Steel, le leader des Libéraux a déclaré le mois dernier, lors d'une émission «Week-end World», que sa formation et le SDP apporteraient leur soutien aux conservateurs si ceux-ci renonçaient à faire du chômage leur arme principale dans la gestion de l'économie, ou aux travaillistes si ceux-ci s'engageaient à rester dans la Communauté européenne. L'une de leurs revendications porterait sur la promesse d'un référendum sur le thème de l'attribution des sièges au Parlement à la proportionnelle.

Daniel E. SINGLETON

les étudiants royalistes et la réforme savary

Alors que la contestation étudiante semble se perdre dans des divisions qui ne peuvent qu'être exploitées par le gouvernement, nous avons demandé à Jean-Marie Tissier, délégué national des étudiants royalistes de nous rappeler la position du collectif «Royaliste-Université».

● **Royaliste** : Des étudiants royalistes sont, en province, parfois à l'origine de la contestation, et souvent très impliqués dans la lutte sur leur lieu d'études. Au regard de cette activité la critique de la loi Savary par le Collectif parisien ne paraît-elle pas très modérée ?

J.-M. Tissier : Les étudiants royalistes qui se démènent dans leurs facs contre la loi Savary, le font avec l'accord du collectif parisien. Il a bien été précisé cependant que tout devait être fait pour ne pas se laisser réapproprier par un mouvement droitiste.

En ce qui concerne la réforme elle-même, il ne s'agit pas d'être modéré ou non (ce qui ne peut être que le point de vue de récupérateurs politiques, qui jaugent l'intérêt de la contestation étudiante, pour un objectif oppositionnel plus vaste), mais de savoir ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas.

● **Royaliste** : Il y a donc du positif dans cette réforme ?

J.-M. Tissier : Pourquoi ne pas le dire ? Il y a au moins deux objectifs de M. Savary que l'on peut difficilement récuser : 1/ supprimer l'échec massif dans le 1er cycle, 2/ penser une certaine professionnalisation. Il est certain que la loi Faure n'a pas réglé ces questions. Et quand ce double souci se traduit par la demande de M. Mauroy à M. Savary de doubler le nombre des I.U.T. en 4 ans, nous ne pouvons finalement qu'approuver, car les I.U.T. font leurs preuves. Quant à professionnaliser le 1er cycle des études en faculté, ce peut être apporter une initiation à l'informatique, donner les moyens de posséder réellement une langue vivante, mais ça peut aussi être le n'importe quoi et la dénaturation des études entreprises. C'est particulièrement net pour le Droit où le cursus est fixé, par la tradition certes, mais aussi par des nécessités propres à la matière. D'autre part tout le monde s'accorde à dire que les moyens ne pourront pas suivre les bonnes intentions. Comment va-t-on payer le travail supplémentaire des professeurs ou des professionnels venus enseigner ? Plus généralement ne va-t-on pas vers une secondarisation du 1er cycle universitaire ? L'Université a-t-elle pour but de réparer l'échec du lycée ?

Mais nous sommes déjà largement entrés dans le domaine de la critique.

● **Royaliste** : Quelles sont les critiques fondamentales portées par les étudiants royalistes ?

J.-M. Tissier : Cette réforme va à l'encontre de tout notre projet politique. Elle est lourde, elle ne va ni dans le sens d'une régionalisation (malgré les termes employés), ni d'une plus grande autonomie.

On assiste en fait à un retour en arrière par rapport à la loi Faure sur l'autonomie universitaire. Par exemple on estime (car tout cela reste flou) que désormais les enveloppes de crédits ne seront plus données globalement aux universités, mais par objectifs détaillés. Cela permettra à l'Etat d'intervenir plus facilement. Le jeu institutionnel des universités est compliqué (3 conseils au lieu de 2) mais surtout on a voulu couler tout le monde dans le même moule. Cela lèse certaines disciplines (le droit en particulier je l'ai dit). Alain Touraine a justement souligné dans «Le Nouvel Observateur», qu'une telle façon de procéder serait impensable aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne. L'organisation des universités provient quand même pour une large part de la base... Et l'Etat prétend régenter au sommet des choses qui lui échappent. Certaines facs ont 15 ans d'avance sur la loi (ainsi à Aix-Marseille 3, la liaison avec les professionnels est chose faite depuis longtemps, et avec des résultats plutôt bons), il y a des expériences en cours que la loi va compromettre. De plus l'entrée des socio-professionnels dans les conseils n'est pas critiquable au fond, mais le problème est que chacun soupçonne l'autre de tentative de noyautage (par des syndicalistes «marxistes», par des «patrons du CNPF», etc), et dans ce climat, où personne ne peut faire la preuve de sa bonne foi, il vaut mieux rappeler que l'Université c'est d'abord l'affaire des universitaires. L'Université, dans notre conception, doit être un lieu de création intellectuelle, un contre-pouvoir aussi, il ne faut donc pas accepter sa dénaturation, même sous les prétextes les plus généreux.

propos recueillis par
Frédéric Aimard

mai 81 - mai 83 : et le bilan de la droite ?

Sondages, enquêtes, analyses, les *media* célèbrent à leur manière le deuxième anniversaire de la gauche au pouvoir. Chaque sensibilité entend tracer le bilan de l'action gouvernementale, mais nul ne songe à entreprendre celui de l'opposition.

Manquement fâcheux, pour qui veut juger sereinement de la situation française et engager son choix, plus grave encore pour les protestataires de tous ordres refusant une politique sans prendre peine d'examiner où conduirait l'alternance.

Du parcours global des deux années d'opposition de droite, nous ne retenons pas une stratégie particulièrement ingénieuse : les différentes formations politiques ont emprunté abondamment à la critique systématique, sur un fond d'attentisme, par incapacité à saisir les événements présents, par inaptitude à proposer aux Français un programme cohérent, traumatisées qu'elles furent par la perte du Pouvoir, le 10 mai 1981. La droite a dû effectuer en quelque sorte un laborieux apprentissage de l'opposition, après 23 années ininterrompues aux affaires.

La droite ne semble même pas avoir retenu les leçons de la défaite; elle persiste dans la dénonciation d'un «péril totalitaire», comme si Giscard avait jamais tiré quelque profit de ce serpent de mer, que l'on exhibe à chaque échéance électorale. L'anticommunisme ne paie plus depuis que le P.C.F. est réduit à un rôle subalterne tant au Parlement qu'au Conseil des ministres, sans prise sur les grandes décisions nationales.

L'expression «socialo-communiste» pour qualifier le gouvernement n'est-elle pas absurde en la circonstance ? Comptons et apprécions l'importance des portefeuilles... Et qui peut croire un instant, dans la France de 1983, que nous assistons à une «restriction des libertés» ? L'opposition brandit néanmoins ces thèmes usés.

Elle croit viser au plus juste en évoquant une «régression sociale» et en proposant en l'occurrence la remise au secteur privé des entreprises nationalisées, la suppression de l'impôt sur les grosses fortunes. Malgré le déchaînement des mécontentements, il n'est pas certain

que ces propositions soient reçues favorablement par l'électorat. Les grandes réformes et mesures essentielles de 1981 restent généralement bien ressenties : amorce de décentralisation, relèvement du SMIC et des prestations sociales, stabilisation du chômage, réduction relative de l'inflation - et personne ne songe à récuser l'avancée sociale qu'elles ont procurée, quelle que soit par ailleurs l'appréciation que nous pouvons porter sur l'actuelle politique d'austérité.

Mais où la droite s'est montrée particulièrement désastreuse, c'est bien dans ses attaques répétées contre la «légitimité» du pouvoir socialiste, ses appels au départ du président de la République, très prisées par le R.P.R. et visiblement mal perçues par la population. Gaffe impardonnable pour des gaullistes que d'entamer le crédit des institutions !

Contrairement à une idée reçue il semble d'ailleurs que l'opposition n'a pas retiré les gains escomptés de ces campagnes. Si les cantonales ont couronné une belle réussite, les élections municipales n'ont pas permis le triomphe espéré, mais une nette progression, sans plus. Les sondages démontrent d'autre part que la baisse de popularité de la gauche ne profite que peu à la droite, produit plus d'abstentionnistes et de sceptiques que d'opposants.

Des hommes de droite portent un regard lucide sur les égarements de leurs amis ou alliés politiques : Dominique Jamet accuse «la droite la plus mal à droite du monde» et Caton surtout, mystérieux vengeur masqué à la plume alerte (1), frappant d'opprobre les siens : «Les piailleries revanchards de quelques-uns ne laissent pas de m'inquiéter. Le désastre et l'impatience n'ont jamais engendré une stratégie utile de reconquête». Ou encore : «Le R.P.R. est un parti idéal; il ne lui manque que des idées. Jacques Chirac, ô combien, existe; il doit à présent apprendre à être.» (2)



Jacques Chirac a-t-il désormais un profil de présidentiable ?

L'évolution du R.P.R., depuis sa création en 1977, est comparable au cheminement du Parti socialiste. Pareillement au P.S., il a fallu un leader de choc, Jacques Chirac, pour redresser une U.D.R. en déconfiture, s'allier avec un partenaire libéral dominant, Giscard à l'Elysée, en comptant réduire son influence, forger un appareil en mesure de rassembler une majorité et de conquérir le Pouvoir. Jusqu'aux municipales 83, le R.P.R. a disputé à l'U.D.F. l'hégémonie sur l'opposition et a atteint aujourd'hui cet objectif. Reçu par les plus hautes autorités américaines, Jacques Chirac s'est imposé comme futur présidentiable et le R.P.R. a considérablement renforcé son implantation locale lors des municipales, jusqu'à battre sur ce terrain les notables libéraux, pourtant traditionnellement influents. D'où la mue stratégique des dernières semaines; le mouvement chiraquien joue à fond la carte de l'unité, propose une plate-forme commune de l'opposition et une liste unique aux élections européennes, esquisse un programme, «la révolution de la responsabilité», s'adresse tous azimuts aux salariés, aux jeunes, aux syndicalistes et introduit dans les mairies une jeune génération d'énarques talentueux, conditions nécessaires à la formation d'un grand parti de l'opposition, comme l'avait compris et réussi François Mitterrand. Mais le président du R.P.R. doit sa popularité à ses allures de tribun qui s'accommodent malaisément avec la «force tranquille» d'un candidat à la présidence. Il s'efforce de gommer les traits excessifs de son personnage, prend du champ au regard des polémiques politiciennes et s'abstient désormais de toute attaque frontale contre le gouvernement ou le Président, reconnaissant les «acquis irréversibles» de 1981. Cela suffira-t-il pour lui donner le profil d'un chef d'Etat ?

L'U.D.F. n'a pas à vivre ces révisions tactiques. Elle poursuit sa décadence larvée, approchant par moment l'effacement. Cette confédération survit mal à l'effacement du chef qui l'a créée de toute pièce. Le parti radical de Didier Bariani subit l'irrésistible attirance du R.P.R., Olivier Stirn et le centre-droit courtisent la gauche non-communiste, certains giscardiens doutent de Giscard et ce dernier médite toujours, deux ans après, les raisons de sa déchéance, renvoyant aux calendes grecques sa rentrée politique.

Nombre de libéraux, au P.R. et au C.D.S., avouent un faible pour Raymond Barre, véritable concurrent de Jacques Chirac et qui cultive un large capital de sympathie confirmé par les sondages. Le «technicien honnête homme» a su faire oublier l'artisan de la dure austérité.

Et l'extrême-droite ? Les manifestations estudiantines l'ont remise au goût du jour. L'apparition de thèmes racistes dans la campagne des municipales, le néo-poujadisme de certaines couches moyennes peuvent alimenter un regain de la droite musclée. La droite parlementaire, quant à elle, s'est prudemment démarquée de cette agitation qui se développe sur sa frange extrême.

Quelles que soient ses défaillances, ses archaïsmes, la droite garde de sérieux atouts pour influencer sur l'avenir. Sa partie conquérante, le R.P.R., atteint la pleine maturité d'un grand parti conservateur et populiste. Sa partie en déshérence, l'U.D.F., se console du dépérissement en voyant la gauche reprendre aujourd'hui les recettes qui lui coûtèrent hier le Pouvoir.

Emmanuel MOUSSET

(1) Caton -De la reconquête- Fayard.
(2) Extraits de l'entretien avec «Libération», 29 mars 1983.

le discours et la méthode

La réunion, close le 10 mai, des ministres des pays membres de l'OCDE* n'aura certainement pas apporté de contribution capitale pour résoudre la crise économique qui secoue les pays dits « occidentaux ».

Dans un climat d'entente convenu, on s'est mis d'accord sur un catalogue de bonnes intentions, inefficace certes, mais qui ne coûte rien : on appelle de ses vœux une Reprise toujours aussi mystérieuse que l'Arlésienne; il conviendra de lutter contre l'inflation là où elle demeure trop élevée, et contre le chômage là où il est trop important. Les ministres ont sacrifié au traditionnel couplet antiprotectionniste, inévitable en de semblables circonstances. Tout au plus peut-on regretter que la France ait souscrit à une annexe repoussant toute dépendance excessive (vis à vis de l'URSS, évidemment) en matière énergétique. Si ce texte n'a rien de scandaleux sur le fond, il ne peut apparaître que comme une concession aux pressions exercées en ce domaine comme dans d'autres par l'Amérique.

De toute cette agitation stérile, rien à retenir donc. Seul le discours prononcé par F. Mitterrand, et auquel il a visiblement voulu donner un certain relief, retiendra notre attention. Constatant que face au désordre économique et monétaire mondial, « l'expérience nous apprend que ni les forces du marché, ni le jeu des institutions n'ont jusqu'à présent réussi à dominer la crise », le chef de l'Etat met les grands pays devant leurs responsabilités. A cette fin, il fait plusieurs propositions. En appelant de ses vœux « une croissance concertée qui créera les conditions d'une reprise... sans inflation », il interpelle manifestement les Etats-Unis. Nous ne pouvons que nous féliciter de voir notre pays demander « la reconstruction... d'un système stable de relations économiques internationales dans trois domaines essentiels : la monnaie, le commerce et les matières premières. » De même, il est dans le rôle traditionnel de la France de ne pas oublier le tiers monde : « Comment imaginer que nous pourrions sauver une moitié de la planète sans l'autre. »

Certes tout cela est bien vu et traduit une maturité tardive mais nécessaire : c'est la prise de conscience qu'aucune solution intérieure n'interviendra sans une monnaie stable, et tant que subsistera un système monétaire international qui n'est plus qu'un perpétuel carême-prenant. Certes, il pouvait sembler judicieux d'utiliser la réunion de l'OCDE comme « caisse de résonance », et de faire pression sur Reagan au moment où il entre en campagne électorale.

Mais pouvons-nous oublier que le chef de l'Etat lui-même se trouve aujourd'hui en première ligne, affecté par le soutien apporté à un gouvernement dépourvu, dès sa naissance, de crédibilité ? M. Chevènement, qui se tient aujourd'hui avec prudence, et avec raison, sur le mont Pagnotte, n'écrivait-il pas récemment ** : « la décote d'environ 20% qu'aurait sans doute provoquée une sortie du SME en 1981, trois mini-dévaluations en deux ans n'auraient pas permis de l'éviter ». En effet, la politique menée jusqu'à présent donne des armes à nos adversaires. Il faut se rappeler que le général de Gaulle lui-même, qui avait pourtant réussi l'opération « nouveau franc », posa naguère, sur la scène internationale, les mêmes problèmes que ceux évoqués par M. Mitterrand, sans pouvoir faire fléchir les Américains.

Une nouvelle fois, nous enrageons de voir la gauche brûler ses cartouches (ou plutôt celles de la France) avec un discours sonnant juste, mais qui demeure irrémédiablement velléitaire à cause d'une méthode, ou d'une absence de méthode, qui en sape la crédibilité.

Alain SOLARI

* Organisation de Coopération et de Développement Economique
** « Le Monde » du 11 mai 1983.

avez-vous pensé à la souscription ?

chine : difficile et décevante

On attend toujours trop des pérégrinations d'un chef d'Etat français en Chine. Un grand pays, riche de possibilités, un peu anti-américain mais pas tout à fait à l'Est (ou est-ce l'inverse ?)... Toujours est-il que les gouvernements français caressent quelquefois l'idée de liens privilégiés franco-chinois qui, en confortant notre relative indépendance des blocs, nous ouvriraient le marché d'un milliard d'individus.

L'idée n'est pas stupide; la Chine n'a pas oublié que la France fut en 1964, le premier pays occidental à entretenir avec elle des relations diplomatiques. Et les entretiens de Mitterrand avec Zhao Ziyang, premier ministre chinois, ont montré que Paris reste pour la Chine, après Washington, l'interlocuteur occidental le plus important. D'abord grâce aux efforts de la France pour garder une politique extérieure indépendante; ensuite à cause du rôle clé de notre pays en Europe, et l'on sait le prix qu'accordent les dirigeants chinois à la « construction » européenne... Enfin parce que l'attitude française dans le Sud-Est asiatique, où elle possède les liens historiques que l'on sait, recouvre à peu près celle de Pékin. Aussi les entretiens franco-Chinois ont-ils longuement évoqué la situation indochinoise : la Chine, malgré sa taille, reste une puissance régionale.

Deuxième point : l'économie. La France pionnière de l'ouverture diplomatique vers la Chine est restée très en retard sur le terrain économique; elle n'arrive qu'au huitième rang des fournisseurs (1,4% du marché chinois) derrière le Japon, les Etats-Unis, la RFA... Les retombées du voyage présidentiel restent donc à attendre à ce niveau, ainsi que celles de son passage à Katmandou.

De la même façon et parallèlement au développement de l'enseignement du français au Népal, la signature d'un accord portant sur des émissions de français à la télévision chinoise permet d'espérer un certain « dégel » des relations culturelles.

Il reste à espérer avec le président Mitterrand, que « la Chine et la France se parlent plus souvent ». Ne serait-ce que pour se mieux connaître et éviter à l'avenir l'impair du journal « Clarté » qui décrivait notre pays comme peuplé de 90% de Français et de diverses « minorités nationales », Bretons, Corses et Basques.

Si cette description peut être attribuée à l'ignorance il n'en va pas de même d'articles de la presse chinoise insistant à l'envie sur la situation économique française et sur les manifestations « contre la politique d'austérité du gouvernement ». Ce qui, pour une presse méritant ce nom, n'eût été que rapporter la stricte vérité, devient pour une presse aux ordres, l'expression d'une attitude pour le moins inamicale envers le représentant invité d'un grand pays.

Ces petits faits nous rappelleront s'il en est besoin que la Chine est le lieu où s'épanouissent les cent fleurs vénéneuses d'un totalitarisme qui n'a rien à envier à celui de Moscou. La nature des régimes politiques doit également entrer en ligne de compte dans la détermination de la politique étrangère française, comme cela est fait à l'égard de l'Afrique du Sud. Tel était le sens d'une lettre ouverte à F. Mitterrand de deux anciens maoïstes français publiée dans « Le Quotidien de Paris ». La puissance actuelle de la Chine rend le danger qu'elle représente sans commune mesure avec celui qui vient d'URSS. Mais le régime est semblable et porte en lui la même charge de mort.

On perçoit d'ailleurs, depuis quelque temps, les signes d'un « recentrage » idéologique; la politique de Staline semble remise en question, les pays du bloc soviétique (hors l'URSS et le Vietnam) sont peu à peu considérés à nouveau comme « socialistes »...

De quoi décevoir ceux qui espéraient que les intérêts nationaux de l'Empire du Milieu l'emporteraient sur une doctrine qui lui a, après tout, été imposée indirectement par l'Etranger.

Et de quoi répéter, également, qu'il ne faut pas trop attendre des pérégrinations d'un chef d'Etat occidental en Chine.

Anne SUROI

la tourmente indochinoise

Les graves incidents frontaliers entre Cambodge et Thaïlande d'une part, Chine et Vietnam de l'autre, n'apportent aucun développement nouveau à l'imbroglio du Sud-Est asiatique; ils manifestent un état de tension limite dont les plus puissants ne sont pas entièrement maîtres et dont pâtissent toujours les plus humbles, à commencer par les Cambodgiens. Une solution pacifique est-elle seulement imaginable ?

Le Proche-Orient pourrait soutenir la comparaison. Il rejoint l'Extrême-Orient dans la complexité des enjeux, les stratégies des superpuissances, la crise permanente débouchant à intervalles réguliers sur des règlement militaires. Aux deux caps de l'Orient, la généalogie des conflits trouve son origine à plusieurs décennies du présent. L'Asie du Sud-Est a franchi en 1979 un seuil vers une nouvelle période de troubles avec l'invasion du Cambodge par l'armée vietnamienne et la riposte chinoise en direction du Nord-Vietnam. Les altercations sévères des dernières semaines, les plus violentes depuis quatre ans, s'apparentent à une répétition des événements de 1979, avec une moindre intensité dans les assauts meurtriers. Claude Cheysson n'a pas eu tort de s'avouer « pessimiste » à son retour d'Hanoï; la paix n'est pas pour l'immédiat.

Qu'est-ce qui a pu conduire l'Indochine vers ces abîmes ? Logique du marxisme-léninisme poussée jusqu'au terme ou survi-

vance de traditions séculaires, l'histoire et l'idéologie ont pactisé pour verser le sang et faire oublier sur ces terres la sérénité du Bouddha. Tel fut l'entreprise des Khmers rouges dans leur folie de recréer l'Angkor des Brahmanes, tel est le grand dessein des Vietnamiens dans leur marche vers l'Empire, vaste confédération sous leur férule, regroupant Vietnam, Laos et Cambodge, en ambitionnant ravir demain la Thaïlande.

Le Cambodge est pour l'instant la principale victime, il n'en finit pas de souffrir le martyre, au gré des hommes et des idéologies affligéant son peuple, qui semble n'avoir de destin qu'« entre la peste et le choléra », selon son ancien Premier ministre Son Sann. L'invasion vietnamienne permit la chute de Pol Pot mais l'écroulement de la tyrannie impliqua l'abandon de la souveraineté. Hanoï l'impérialiste ne désire plus lâcher le Cambodge, où elle modèle à son image des générations déstabilisées par la terreur de

la précédente dictature, qui assureront fidèlement la relève des 180.000 soldats vietnamiens le moment venu.

Si le Vietnam a atteint jusqu'ici ses objectifs par la force, il lui manque l'indispensable reconnaissance internationale pour assurer sa position : les Etats-Unis ont rompu tous liens diplomatiques avec Hanoï, l'ONU reconnaît le gouvernement du « Kampuchea démocratique » présidé par le prince Sihanouk et dénie toute légitimité au régime pro-vietnamien de Heng Samrin. C'est pourquoi on s'étonne de la fâcheuse déclaration de Claude Cheysson en visite à Hanoï : « Plutôt l'armée vietnamienne au Cambodge que le retour des horreurs des Khmers rouges. » Dans l'absolu, dirons-nous, le ministre des Relations extérieures a totalement raison, le moindre mal étant presque toujours préférable au pire. Mais le diplomate travaille sur le relatif, agit dans un temps donné. Lancer un tel propos dans la capitale vietnamienne, une semaine avant l'offensive à la frontière thaïlandaise, équivaut à légitimer la présence militaire à Phnom Penh. Le gouvernement français semble ainsi relayer la propagande d'Hanoï présentant ses soldats comme « libérateurs » du peuple cambodgien, une « vérité », certes, mais qui date de 1979 et n'a plus cours aujourd'hui, où le libérateur s'est fait sans ambiguïté occupant.

La présence déterminante de 25.000 Khmers rouges dans la coalition du prince interdirait selon certains sa légitimation car le risque serait grand de voir alors se répéter les événements de 1975, où Sihanouk présidait pareillement un gouvernement en exil avec les Khmers de Pol Pot pour combattre le régime pro-américain de Lon Nol, alliance qui précipita le pays dans le génocide que l'on sait. Mais comme il ne s'agit plus d'espérer une victoire militaire, du domaine de l'impossible, mais de faciliter une négociation sur un retrait vietnamien, l'argument porte moins. Norodom Sihanouk l'a parfaitement compris, qui



Le Cambodge victime de tous les totalitarismes

constate sur le terrain les échecs militaires de sa coalition et pourrait en conséquence tenter une négociation directe avec Hanoï, tel que le préconise le plan Ceausescu, que complète le projet de l'ASEAN (Association des Pays du Sud-Est asiatique) : élections libres sous le contrôle de l'ONU après le retrait vietnamien. Cette perspective devrait interdire à toute tentative totalitaire de renaître.

De nombreux observateurs estiment que beaucoup dépend des intrigues qui se noueraient actuellement au Kremlin entre partisans de la réconciliation soviéto-russe et tenants d'une ligne plus offensive. Dans le cas attendu d'une prépondérance des premiers, il s'agira de savoir si l'URSS parviendra à tenir fermement un allié vietnamien imprévisible et tumultueux, dont la préoccupation, certaine, de rompre son isolement diplomatique, ne lui fait pas abjurer ses prétentions hégémoniques. Or le Vietnam peut jusqu'à un certain point entraîner l'Union soviétique dans ses menées aventureuses. Les incursions en Thaïlande, qui enveniment très directement les rapports entre Pékin et Moscou, en constitue un test.

E.M.

permanence du prince sihanouk

Les gouvernements cambodgiens passent. Sihanouk reste. Fantoche des Etats-Unis, bourreaux khmers rouges et marionnettes vietnamiennes se sont succédé sur la scène de Phnom Penh où s'est jouée, en quelques années, la plus horrible tragédie qu'ait connue le peuple cambodgien. Le prince, lui, est toujours là, carte permanente du jeu sud-est-asiatique, dernière chance d'une paix et d'une stabilité relative de son pays.

C'est cette permanence qu'a voulu reconnaître le chef de l'Etat en recevant le 27 avril dernier l'ancien souverain cambodgien. Réception quasi-officielle ou fut soulignée « la dimension historique » de l'hôte de l'Elysée, qualifié de « symbole du patriotisme khmer ». Position juste que celle de la France, puisqu'il s'agit d'appuyer l'action d'un homme qui a toujours lutté pour la liberté, l'indépendance et la neutralité de son pays. Position équivoque aussi puisque notre diplomatie, dans un souci d'affirmer à

tout prix sa présence dans cette partie du monde, joue allègrement sur tous les tableaux. Ainsi les déclarations inopportunes de Claude Cheysson (cf ci-contre) étaient-elles suivies, presque au moment de la visite du prince Sihanouk, d'une rencontre entre M. Jack Lang et son homologue vietnamien.

Sihanouk peut pourtant s'estimer satisfait : le président de la République lui a affirmé qu'il ne reconnaîtra pas le régime actuel de Phnom Penh. De même, précisera-t-il plus tard au cours de son voyage en Chine, le problème majeur est de savoir « de quelle façon procéder pour que les Vietnamiens se retirent du Cambodge ».

La légitimité de Sihanouk ainsi confortée et de mieux en mieux acceptée au niveau international est une force supplémentaire. Elle n'est malheureusement pas suffisante actuellement pour permettre à la diplomatie de prendre le dessus.

A.S.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Depuis plus de dix ans, Ivan Illich ne cesse d'étudier la société industrielle. Non pour la rationaliser et la perfectionner, mais pour en révéler l'histoire véritable et pour en décrire les impasses dans lesquelles elle enferme le monde. Qu'il s'agisse de l'école, de la médecine, du travail ou d'études plus générales, Illich a construit, de livre en livre, une critique radicale de la modernité. Beaucoup voient en lui un esprit réactionnaire, parce qu'il porte un regard neuf sur les sociétés traditionnelles. D'autres s'étonnent que la contestation de la société moderne ne conduise à aucune solution concrète. Mais Ivan Illich n'est pas l'homme des plans et des programmes. Il dit l'inacceptable, dénonce l'intolérable, demande que nous sortions du piège de la puissance pour la puissance qui est en train de nous déposséder de nous-mêmes. Ce faisant, il désigne un autre chemin. Dans le cadre de notre enquête sur le travail, il nous avait paru indispensable de l'interroger. Malheureusement, Ivan Illich a quitté l'Europe pour le Mexique après avoir passé seulement deux jours à Paris. Nous publions donc une rapide analyse de ses thèses sur le sujet qui nous préoccupe, en espérant ne pas le trahir.

ivan illich le travail et la modernité

Le travail occupe une place éminente dans notre société, non seulement par son utilité, mais parce que son concept est déterminant dans les philosophies et dans l'éthique du système industriel : la valeur-travail est au fondement des théories économiques libérales et marxistes et le travail est devenu la condition même de la dignité de l'homme.

Certes, le christianisme n'est pas étranger à cette valorisation (qui ne travaille pas, ne mange pas disait saint Paul) mais Ivan Illich a raison de souligner que le travail, au sens actuel, est une invention de l'époque moderne. L'étymologie indique en effet que **tripaliare** signifie torturer sur le **tripalium** - pal formé de trois épieux. Jusqu'au 16ème siècle, on emploie, pour désigner les activités de l'homme, les mots d'**ouvrage** ou de **labeur**, selon que celui-ci crée par lui-même ou accomplit une tâche sous la contrainte d'autrui ou de la nature. Au Moyen Age, écrit Illich, « la nécessité de gagner sa vie par un travail salarié était la marque de ceux qui avaient touché le fond, de ceux qui étaient trop infortunés pour s'ajouter simplement à l'énorme foule médiévale des infirmes, des exilés, des pèlerins, des fous, des frères, des errants, des sans-foyer qui constituaient le monde des pauvres. Le fait de dépendre d'un salaire était le signe que le travailleur n'avait ni un foyer à la subsistance duquel il pourrait contribuer, ni la capacité de subsister des aumônes de la société » (1). Ce n'est qu'à la fin du 17ème siècle que l'on se mit à considérer le travail salarié comme utile et moralement bien-faisant, et au 19ème que l'Etat parvint à former la grande armée des travailleurs. Entre temps,

l'économie politique était née, créant la rareté qu'elle prétendait combattre. (2)

L'HOMME ET L'OUTIL

Le travail moderne n'a pas procédé d'une nécessité technique. L'idéologie du travail et de l'organisation capitaliste de l'économie est apparue bien avant la Révolution industrielle : c'est au 16ème siècle qu'apparaissent les nouvelles conceptions de l'espace et du temps, désormais mesurés de façon précise; c'est au 17ème siècle que l'Eglise renonce à condamner le prêt à intérêt. Rythmes, relations et attitudes morales se transforment. Puis l'apparition de techniques nouvelles modifiera de façon radicale le rapport entre l'homme et l'outil, donc la relation entre l'homme et le monde et sa part de liberté en celui-ci. Car « l'outil est inhérent à la relation sociale. Lorsque j'agis en tant qu'homme, je me sers d'outils. Suivant que je le maîtrise ou qu'il me domine, l'outil me relie ou me lie au corps social. Pour autant que je maîtrise l'outil, je charge le monde de mon sens; pour autant que l'outil me domine, sa structure me façonne et informe la représentation que j'ai de moi-même. » (3)

Or l'homme moderne - qui ne le voit - a perdu cette maîtrise et son rapport avec les choses s'en est trouvé transformé. D'ouvrier, auteur d'une œuvre, il est devenu un travailleur soumis au rythme de la machine, soumis à la logique de l'organisation industrielle : « la prise de l'homme sur l'outil s'est transformée en prise de l'outil sur l'homme ». (4) Certes, l'homme n'a pas voulu cela, et croyait même, en construisant toujours plus de machines, marcher dans le sens d'un progrès libérateur. (5)

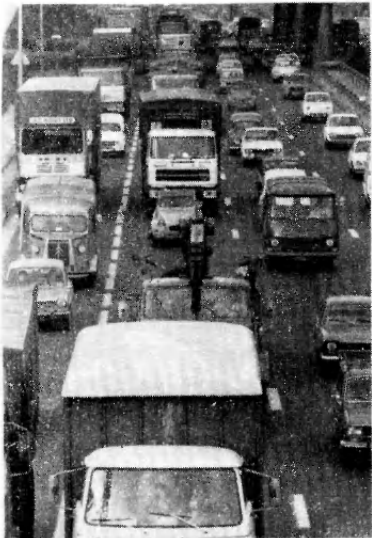
Mais la libération par la technique est illusoire : dans un premier temps, les machines semblent effectivement capables d'épargner la peine, de réduire les distances, et de faire gagner du temps. Bientôt, il faut reconnaître qu'elles font apparaître de nouvelles limites, qu'elles engendrent des destructions, qu'elles créent de nouveaux manques. L'exemple de l'automobile est typique de cette illusion technicienne, qui nous contraint à fabriquer et à consommer des « biens » dont l'utilité est faible ou inexistante : « L'Américain-type consacre plus de 1 500 heures par an à sa voiture : il y est assis, en marche ou à l'arrêt, il travaille pour la payer, pour payer l'assurance, les contraventions et les impôts. Il consacre quatre heures par jour à sa voiture, qu'il s'en serve, s'en occupe ou travaille pour elle. Et encore, ici ne sont pas prises en compte toutes ses activités orientées par le transport : le temps passé à l'hôpital, au tribunal ou au garage, le temps passé à regarder à la télévision la publicité automobile, le temps passé à gagner de l'argent pour voyager pendant les vacances, etc. A cet Américain, il faut donc 1 500 heures pour faire 10 000 km de route, six kilomètres lui prennent une heure. Dans les pays privés d'industrie du transport, les gens atteignent exactement cette vitesse, et l'orientent vers n'importe quelle destination par l'usage de la marche : ils consacrent à cet effet de 3 à 8% du temps social. » (6)

LE SYSTEME INDUSTRIEL

Plus que de « biens et de services », l'homme moderne est devenu consommateur d'illusions engendrées par le système industriel. Qu'il s'agisse de transports, de médecine ou d'urbanisme, il doit acheter, donc travailler pour obtenir un résultat médiocre, parfois

dérisoire et subir une aliénation toujours plus grande. Cela quel que soit le système politique : « la dictature du prolétariat et la civilisation des loisirs sont deux variantes politiques de la même domination par un outillage industriel en constante expansion. » (7) Car ce règne de l'outil ne cesse de s'étendre : non seulement l'industrie moderne transforme le travailleur en esclave de sa machine, non seulement le système des transports et l'obsession de la vitesse aboutissent aux destructions (autoroutes, paysages urbains), aux violences (15 000 morts sur les routes françaises chaque année) et au paradoxe indiqué plus haut, mais en plus chaque profession tend à s'industrialiser et à exercer une véritable emprise sur les êtres sans qu'il en résulte pour eux un véritable bienfait. La médecine est devenue une « **entreprise industrielle** (...) aux mains de **producteurs** (médecins, hôpitaux, laboratoires pharmaceutiques) qui encouragent la diffusion de procédés de pointe coûteux et compliqués, et réduisent ainsi le malade et son entourage au statut de **clients dociles**. » (8) L'école est devenue un système qui programme l'enfant, afin qu'il devienne un serviteur de la machine économique à la place qui lui aura été assignée par le biais des diplômes. (9)

Ainsi, les transports, la médecine et l'éducation finissent par exercer un « monopole radical » sur la société. Ces grands systèmes ne laissent plus aucun choix : les transports prennent le monopole de la circulation en décourageant la marche à pied ou la bicyclette; l'école prend le monopole du savoir en le transformant en éducation et en rejetant l'autodidacte dans la dernière catégorie; la médecine a conquis le monopole de la santé, et prive les gens de la possibilité de se soigner eux-mêmes. En travaillant, nous pensons pour-



4 heures de travail par jour pour la voiture ?

voir acquérir plus de liberté, plus de droits, plus de sécurité. Nous ne faisons en réalité que renforcer un système qui engendre un contrôle social de plus en plus complet et qui se traduit par un gaspillage considérable. Ivan Illich montre en effet que, passé un certain seuil, les grands systèmes deviennent **contre-productifs**. Il ne s'agit évidemment pas de supprimer les écoles, les hôpitaux et les moyens de transport autres que la bicyclette mais de prendre conscience du fait que toute activité, au delà d'un certain seuil de développement, va à l'encontre de l'objectif recherché : la multiplication des voitures paralyse la circulation, la médecine et les médicaments créent des maladies et le développement du système scolaire va de pair avec la diminution du savoir.

LOGIQUE DE L'EXPLOITATION

Plus cette contre-productivité augmente, plus les dépenses sont considérables (il faut toujours plus d'autoroutes et d'hôpitaux, il faut importer toujours plus de pétrole ...) et plus la somme exigée pour payer les biens, les services et les impôts est importante. Cycle infernal, qui provoque mille insatisfactions, mais qui nous pousse à réclamer toujours plus de technique, toujours plus d'organisation, toujours plus de rationalité économique afin d'obtenir plus de liberté et plus de pouvoir. Là est le piège : le système industriel, loin de favoriser la libération, secrète des effets de domination d'autant plus implacables qu'ils ne sont pas apparents. «Jamais l'outil n'a été plus puissant. Et jamais il n'a été à ce point accaparé par une élite.» (10)

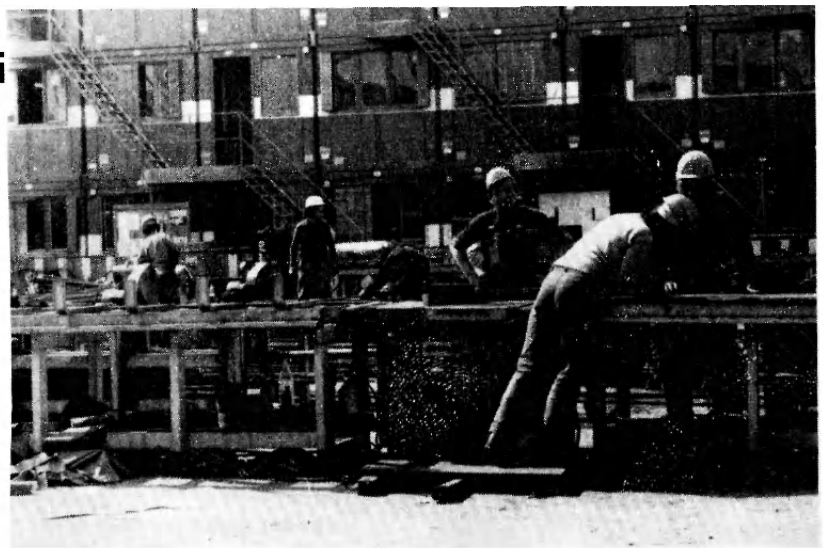
Au lieu d'être égalisatrice, comme s'en plaignent les messieurs du «Figaro-magazine», la société moderne est conçue et di-

rigée par une minorité de privilégiés qui monopolisent les bienfaits du «progrès» : ceux qui ont le savoir ont aussi l'argent, et surtout le temps - le temps de profiter de leur argent, le temps de profiter des transports rapides... qui font gagner du temps. C'est pour eux que l'on fabrique les avions supersoniques, pour eux que l'on construit les aéroports, ce sont eux qui peuvent se servir efficacement des voitures rapides parce qu'ils peuvent choisir le moment de leurs voyages, etc. Des écarts sociaux se creusent, qu'il n'est pas possible de combler en «démocratisant» l'usage des biens, ni même en généralisant les équipements collectifs : «passé un certain seuil de vitesse, montre Illich, les véhicules motorisés créent des distances qu'ils sont seuls à pouvoir réduire. Ils créent ces distances aux dépens de tous, puis les réduisent seulement au profit de quelques uns. Une route ouverte dans le désert met la ville à portée de la vue, sinon de la main, du paysan affamé. La nouvelle voie express agrandit Chicago, mais elle aspire les nantis hors du centre de la ville et celui-ci dégénère en un misérable ghetto.» (11)

Profondément injuste et aliénante, la société moderne repose en outre sur un système d'exploitation insidieux qui s'étend à la vie quotidienne et concerne plus particulièrement les femmes. Le système industriel rend en effet nécessaire ce qu'Illich appelle le «travail fantôme». Il ne s'agit pas d'un travail «au noir» ou sous-payé mais d'un travail non payé dont l'accomplissement permet précisément que les salaires soient payés.» (12) : la plus grande part des tâches ménagères, le temps de travail nécessaire pour aller au bureau et pour en revenir, l'utilisation des «auto-services» font partie de ce travail fantôme sans lequel le système industriel ne pourrait plus fonctionner. Les hommes, bien sûr, accomplissent une partie de ces nouvelles tâches, mais, comme dans le travail rétribué on constate que les femmes sont victimes d'une nette discrimination.

L'INVENTION DU SEXE

Chacun sait que, dans les sociétés sévéloppées, le gain moyen annuel des femmes est inférieur à celui des hommes dans une proportion (3/5) qui n'a pas varié depuis un siècle malgré l'accès plus large des femmes à l'enseignement et leur entrée dans certaines professions. En outre, cette inégalité est encore plus importante dans le travail fantôme puisque le foyer est le lieu où s'accomplit une grande partie de ce travail. Immense question, qu'aucun programme féministe n'est, selon Il-



lich, en mesure de résoudre : un siècle de «libération» progressive de la femme montre que la revendication de l'égalité économique entre les sexes est vouée à l'échec puisque la discrimination économique contre les femmes est liée au développement industriel.

Dans son dernier livre (13) Ivan Illich montre que la modernité, non contente de soumettre l'humanité au travail, a «inventé» la distinction entre les sexes. Ce qui peut paraître une plaisanterie repose en fait sur une observation très fine : dans les sociétés traditionnelles, la distinction ne se faisait pas selon le sexe mais selon le **genre** : le domaine masculin et le domaine féminin étaient distincts, mais complémentaires; les genres se manifestaient par un comportement culturel différent selon les temps et selon les lieux. Le sexe au contraire établit une opposition et une discrimination, il s'analyse par rapport à une norme abstraite et peut être étudié en termes scientifiques précis alors que le genre annonce une «complémentarité énigmatique et asymétrique» (14). Dans le genre vernaculaire (ce qui est indépendant de l'industrie) chacun a ses tâches, ses outils, ses gestes, son parler, son domaine : il dispose donc de pouvoirs non-rivaux parce que différents. La société sexuée est au contraire celle de la confusion, de la rivalité, et d'une lutte où la femme est toujours perdante. Passionnante analyse, qui

devrait bouleverser les enjeux du combat féministe ...

LA CONVIVIALITÉ

Face à l'aliénation, face à l'échec global de la modernité, Illich se garde bien de proposer un programme. Sagement, il se contente d'indiquer une autre voie, qui serait celle de la société conviviale. «La convivialité, écrit-il, est la liberté individuelle réalisée dans la relation de production au sein d'une société dotée d'outils efficaces.» (15) Il faut donc inverser le rapport de l'homme à l'outil, faire en sorte qu'il puisse s'en servir sans perdre son autonomie, concevoir des structures de participation garantissant la limitation et le contrôle des outils sociaux. «Nous devons et, grâce au progrès scientifique, nous pouvons édifier une société post-industrielle en sorte que l'exercice de la créativité d'une personne n'impose jamais à autrui un travail, un savoir ou une consommation obligatoire.» (16)

Immense projet, vraiment révolutionnaire, puisqu'il bouleverse toutes les méthodes et toutes les finalités actuelles. Rude tâche aussi - ce dont Illich convient volontiers - car le système industriel est une drogue et nous avons besoin de doses toujours plus fortes. Dououreux sera le moment de la désintoxication...

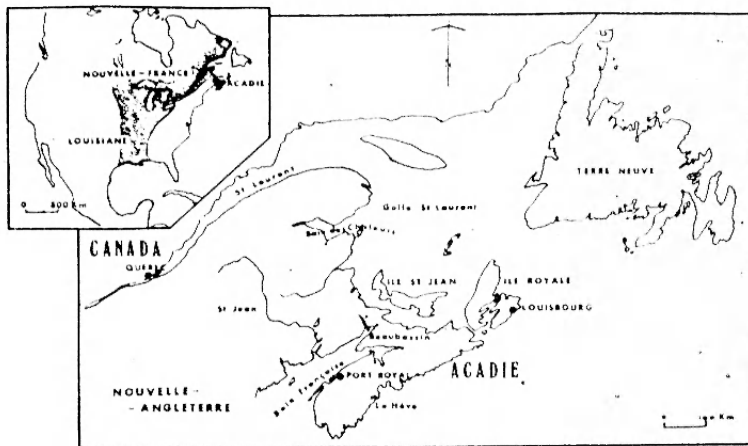
B. LA RICHARDAIS



Combien d'heures pour le travail non payé ?

- (1) «Le Travail fantôme», p. 121-122 (prix franco : 52 F).
- (2) Cf J.-P. Dupuy, P. Dumouchel : «L'enfer des Choses» (Seuil) (prix franco : 62 F).
- (3) «La Convivialité», Points-Seuil, p. 44, (prix franco : 23 F).
- (4) «La Convivialité», p. 27.
- (5) G.-H. de Radkowski : «Les Jeux du désir» (P.U.F.) (prix franco 93 F).
- (6) «Energie et Équité» (Seuil), pp. 20-21. (prix franco : 47).
- (7) «La Convivialité», p. 26.
- (8) «La Convivialité», p. 63.
- (9) Voir «Une société sans école», Seuil. (prix franco : 25 F).
- (10) «La Convivialité», p. 105.
- (11) «Energie et Équité», p. 31.
- (12) «Le Travail fantôme», p. 118.
- (13) «Le Genre vernaculaire», Seuil, (prix franco : 76 F).
- (14) «Le Genre vernaculaire», pp. 7-8.
- (15) «La Convivialité», p. 28.
- (16) «La Convivialité», p. 31.

les autres français d'amérique



L'affaire du référendum québécois avait, il y a quelques années, montré la nécessité de porter sur le terrain politique un combat qui avait surtout, jusqu'alors pour but la sauvegarde d'un héritage culturel.

Que les résultats n'aient pas été exactement ceux qu'espérait le Parti Québécois ne change rien à l'affaire : la question du pouvoir au Québec, elle n'est pas encore résolue, a du moins, après deux siècles de luttes, eu le mérite d'être posée. Ainsi le peuple québécois, par ses représentants, possède-t-il maintenant les quelques instruments politiques dont l'absence aurait inévitablement entraîné sa disparition.

Le peuple acadien est, quant à lui, encore loin de posséder ce minimum politique vital pour assurer sa survie. Bien plus, c'est la question du pouvoir qui reste à poser. Tel est le sens de l'essai de Léon Thériault, militant acadien et professeur à l'université de Moncton (Nouveau-Brunswick).

Que sont les Acadiens ?

Un peuple martyr, aussi entêté à survivre que l'Histoire fut prompt à l'oublier. Premier établissement français en Amérique du Nord (1604), premier témoignage permanent d'un projet de deux siècles de la Monarchie : l'Amérique française.

Sacrifiés par le traité d'Utrecht en 1713, les Acadiens tentent, sous la domination anglaise, de concilier deux fidélités : leur terre, l'Acadie, leur patrie, la France. Les quelques centaines de colons fondateurs sont devenus 12.000 lorsque, en 1755, les Britanniques, doutant à juste titre de la loyauté de cette population, décident sa déportation. Un tiers d'entre eux mourront lors de ce «Grand Dérangement». D'autres sont dispersés dans les colonies anglaises ou en France. Certains parviendront à rejoindre la Nouvelle-France ou la Louisiane (où leur descendants, maintenant plusieurs centaines de milliers, sont appelés Cajuns).

Le restant se terre en Acadie, dans les bois, chez les Indiens.

C'est ce reliquat, rejoint au fil des ans par des familles de retour

d'exil, qui est à l'origine de l'Acadie moderne : ils sont actuellement plus de 250.000 à vivre dans les Provinces Maritimes du Canada, entre Québec, Etats-Unis et Atlantique ...

C'est, nous rappelle Léon Thériault, le principal foyer de vie française au Canada en dehors du Québec. Le Nouveau-Brunswick compte 33% de francophones et, officiellement, est bilingue. Mais là aussi la facilité, l'environnement nord-américain et les conditions économiques difficiles vont à l'encontre du maintien de la langue française. Les minorités acadiennes de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard, de Nouvelle-Écosse, s'assimilent de plus en plus vite. Même au Nouveau-Brunswick, pays «officiellement» de langue française, l'anglais règne. Et à Moncton, siège de l'université francophone et des principales institutions acadiennes, les étudiants ont recours aux manifestations de rues pour faire respecter le bilinguisme «légal».

Pourtant la revendication nationaliste n'a pas pris ici les formes qu'elle revêtait au Québec voisin.

Le Québec possède ses frontières, même s'il les conteste; l'Acadie, pays un peu mythique entre mer et forêt, n'a que des bornes indéfinies. Le Québécois n'est plus tout à fait un Canadien-français et se définit de plus en plus comme le citoyen potentiel d'un nouvel Etat-Nation. Mais qu'est-ce que l'acadianité ? Est-ce une appartenance géographique élargie au cadre des Provinces Maritimes ? Est-ce une origine, alors que des MacGraw sont francophones, ou une langue alors que des Leblanc, maintenant assimilés à la culture dominante, descendent des déportés de 1755 ?

Il faut, dit Léon Thériault, dépasser ce stade, changer cet état d'esprit qui a fait de l'Acadie, pendant des siècles, une affaire de fa-

mille et qui a pourtant, à l'époque, sauvé un peuple. Il faut considérer comme Acadiens tous les francophones, quelle que soit leur origine, habitant un territoire déterminé; ainsi que les anglophones, vivant sur ce territoire, qui acceptent la coexistence dans le cadre du projet politique de la communauté française.

Apparaît ainsi une idée relativement nouvelle, celle du territoire acadien. Car seul, insiste l'auteur, un cadre territorial reconnu permettra de fonder le pouvoir politique des Acadiens chez eux. Cette nouvelle province existe, sur le papier : la moitié Nord-Est du Nouveau-Brunswick, regroupant 93% des francophones de cette province et la majorité de ceux des Maritimes ...

Cette solution, pour radicale qu'elle est, est la seule qui permette, à terme, de sortir de cette fausse égalité où la langue de l'un, **notre langue**, continue à n'être guère plus considéré qu'un patois. Et de ce faux mythe des «deux peuples fondateurs» qui ne fondèrent que des relations de maître à colonisé.

La plus grande partie de la population acadienne étant devenue majoritaire sur un territoire donné, elle pourra se munir, comme au Québec, de l'arsenal juridique nécessaire à sa protection. En dernier ressort il lui restera la possibilité d'une union avec le Québec.

Léon Thériault, précurseur ou utopiste ? Ses amis du Parti acadien n'ont obtenu que 12% du vote acadien en 1978.

Mais on sait, le cas n'est pas neuf, que ce sont de tels ouvrages qui contribuent à développer une conscience politique collective chez un peuple.

La tâche est urgente, mais elle en vaut la peine : l'Acadie, même réduite à la moitié du Nouveau-Brunswick est probablement, après le Québec, la dernière communauté française d'Amérique du Nord ayant encore des chances de survie.

René ADRIERS

Léon Thériault - *La Question du Pouvoir en Acadie* - Québec.



Quand l'écrivain signe Jean Jérôme l'affaire est d'autant plus ambiguë que le personnage est incertain. Emigré accidentel ? Militant antisioniste ? Agitateur du Komintern ? Financier secret du P.C. ? En tout cas, après la lecture du premier tome de ses souvenirs qu'il arrête à septembre 1944, nul ne peut plus croire que Jean Jérôme ne sera désormais que ce spécialiste des éditions d'arts plastiques, de littérature et de musique dont il accrédita l'image à partir de 1945. Elevé par son père dans le strict respect des obligations religieuses du culte juif, dans une communauté juive ramassée autour de sa synagogue près des rives du Dniestr, au fond de cette Galicie orientale qu'Austro-Hongrois, Polonais, Ukrainiens et Russes se disputèrent jusqu'en 1945, le petit juif Michel Feintuch passant par la Pologne de Pilsudski, l'Allemagne, la Belgique et la France, devint Jean Jérôme après avoir été Jean Michel et Mareck.

Pour justifier le titre qu'il a choisi Jean Jérôme s'emploie à mettre en scène des militants de base. Si certains sont définis avec précision, beaucoup restent dans le flou du pseudo. L'auteur peut ainsi leur faire véhiculer ses propres points de vue, leur faire justifier toutes les entreprises de l'Internationale Communiste depuis plus de cinquante ans. Par exemple, son témoin «Icyk», son camarade d'enfance retrouvé en 1947 à Varsovie, lui permet de régler la question des camps soviétiques dans lesquels Icyk vient de passer onze ans. En mai 1956, le même Icyk encore retrouvé à Varsovie exprime à Jean Jérôme ce qu'il pense «du rapport «attribué» à Krouchtchev et considéré en Pologne comme authentique.» Les guillemets qui marquent le participe sont la seule fantaisie que se permet Jean Jérôme. En mai 1956 il savait à Varsovie que le rapport dénonçant les crimes commis sous Staline était authentique, mais revenu en France il continuera à s'en soucier aussi peu qu'il s'est soucié depuis 1947 des camps so-

les ombres rouges

Qu'un vieil homme titre ses souvenirs «La part des hommes» alors qu'il a partagé pendant plus de quarante ans la part des chefs peut laisser croire qu'il s'en repent et va rendre leur importance historique aux simples gens sans lesquels les chefs ne seraient qu'imposteurs.

viétiques. Il met dans la bouche d'Icyk sa propre pensée sur le rôle de l'U.R.S.S., «pays qui a vaincu le fascisme et a permis l'élargissement du socialisme à plusieurs autres pays». De même, c'est l'incertain «gros Adas» qui sert à justifier le rôle des délégués de l'Internationale Syndicale Rouge en 1929. Ils ne devaient pas se substituer aux directions nationales... Mais c'est ce qu'ils firent partout, en perpétuant ainsi la division ouvrière, alors on comprend la manœuvre de blanchiment de Jean Jérôme. L'entreprise va plus loin. Expulsé plusieurs fois de Belgique en France et de France en Belgique, l'auteur se trouve en 1932 délégué de la commission centrale polonaise auprès du Comité central du parti français. Il est chargé avec Mozdzielewski (qui deviendra plus tard ministre des affaires étrangères de Pologne) de l'organisation des mineurs polonais du Nord-Pas de Calais. Il y séjourne à Ostricourt et à Leforest. Il ne dit pas un mot de celui qui à l'époque, à Leforest et à Ostricourt, était sur le terrain le responsable des communistes polonais et qui fut de ce fait expulsé de France. C'est que cet homme s'appelle Gierak. Alors n'en parlons plus. Il n'aura pas droit à sa «part d'homme».

Voici la guerre civile en Espagne. On ne comprend pas comment Jean Jérôme, ce modeste immigré qui jusque-là a bricolé par ci par là quelques petits trucs dans l'activité syndicale, est subitement désigné «membre du groupe de camarades responsables de l'envoi d'armes aux Espagnols». En réalité, comme le prouve la suite de son récit, il devient le patron de ces envois d'armes. Pour que lui soit confiée cette charge il fallait que toute l'activité antérieure de Jérôme l'y ait préparé, lui ait procuré des relations internationales, des liaisons dans les ports français,

belges, hollandais, baltes. Jérôme parle d'Amsterdam et d'Anvers, mais au mépris de l'Histoire il ne dit pas un mot de Dantzig, et il ne consacre que quatre lignes à «France Navigation», l'entreprise maritime montée pour assurer le trafic avec les républicains espagnols.

L'auteur écrit à la page 85 : «Avec la seconde guerre mondiale tous les rares liens que j'avais pu entretenir encore avec les organismes communistes polonais furent tranchés, même avec ceux qui avaient pour siège la France.»

D'après lui, c'est donc en septembre 1939 qu'il cesse toute activité polonaise. Mais à la page 253, alors qu'il parle de la fin de l'année 1938, il dit : «A cette époque, l'Internationale Communiste avait décidé de dissoudre le parti communiste polonais... Les dirigeants furent expédiés en U.R.S.S. où ils subirent le sort des victimes de ce qu'on appelle aujourd'hui «le culte de la personnalité» de Staline...»

On admirera l'élégance des périphrases et des guillemets bien placés au dessus des centaines de cadavres des dirigeants qu'on n'a jamais revus. Ici se pose une question très importante. A cette époque, Jérôme est toujours polonais en liaison avec les organismes polonais, à l'extérieur et à l'intérieur. Pourquoi les mesures prises par le Komintern ne l'atteignent-elles pas ? Il ne dit pas un mot de ce régime de faveur. Mais il répète ensuite l'explication communiste du pacte germano-soviétique, puis rend hommage à Staline à propos de la tentative de Rudolf Hess, parachuté en Ecosse en 1940 : «Staline avait devancé Hitler dans sa ruse. Il avait gagné suffisamment de temps pour que les Anglais et les Américains ne puissent plus donner dans le panneau.» (sic, page 269).



par Roger Pannequin

Jérôme justifie les attitudes pro-allemandes des communistes restés fidèles au pacte après l'invasion de la France : il y a eu, dit-il, des initiatives isolées, les unes heureuses, les autres malheureuses. La tentative de réparation légale de «L'Humanité» à l'automne 1940 n'était qu'une ruse de guerre mal calculée et Jérôme ajoute sans vergogne : «l'envahisseur ne s'y trompa pas et l'interdit». Hélas, l'Histoire a depuis longtemps établi que l'envahisseur avait autorisé cette réparation, et que c'est le gouvernement Pétain qui l'interdit !!!

Jérôme nous promet que dans le second tome il nous parlera plus longuement de ses activités de 1940 à 1944. Dans ce tome-ci il passe très vite sur les circonstances de son arrestation. Le 14 avril 1943, un agent de liaison du «groupe Manouchian» l'aurait interpellé en pleine rue pour lui apprendre la chute de ce groupe, et comme elle était suivie par des policiers, il aurait été arrêté. S'il a été arrêté à cause d'un agent de liaison du «groupe Manouchian», on ne comprend pas pourquoi la police française et les services allemands l'ont simplement incarcéré à la prison des Tourelles pendant seize mois, sans l'inculper de complicité terroriste - ce qui ne pardonnait pas - !!! Il dit que cette femme lui signala (le 14 avril) que le «groupe Manouchian» était tombé. L'appellation «groupe Manouchian» désigne his-

toriquement les 23 F.T.P. regroupés par les Allemands dans le grand procès qu'ils montèrent en février 1944 et qui s'acheva par les exécutions du 21 février 1944. Les 23 de la célèbre «Affiche Rouge» venaient des 1er, 2ème, 3ème et 4ème détachements de F.T.P. immigrés commandés par Marcel Rayman, Joseph Boczov, Misak Manouchian, tous sous les ordres du fameux «Colonel Gilles», Joseph Epstein. Ils furent tous arrêtés en novembre 1943 avec une centaine d'autres, parce qu'un des responsables aux cadres était passé à l'ennemi; (il fut exécuté ensuite par les F.T.P.). C'est le 16 novembre 1943 à Evry-petit-bourg que Joseph Epstein et Manouchian furent blessés et pris par les Allemands après s'être battus l'arme au poing. Le pseudo agent de liaison de Jean Jérôme avait de l'avance sur l'Histoire. Et quelle mansuétude ensuite de la part des policiers français qui détenaient pourtant depuis 1931 la fiche anthropométrique de Michel Feintuch !!!

En publiant ses «souvenirs de témoin» Jean Jérôme voulait avant tout délimiter ce qu'il permettrait que l'Histoire retienne de lui. Il est obligé de survoler tant de situations délicates qu'il évacue les questions difficiles. Il éclipse les eaux sales. A la mesure des moyens qui lui restent il continue de remplir le rôle qu'il accepta en 1926, quand il avait vingt ans et que le «rouquin Alexandre» le recruta pour les services du Komintern et le délégua à la section centrale juive auprès du parti polonais.

Sans ces retenues, ces camouflages, ces ombres, quel beau récit il aurait pu nous faire de sa prodigieuse aventure, et quelle part il aurait pu y laisser aux hommes !

Roger PANNEQUIN

pages libres

Nos lecteurs habituels auront remarqué que les colonnes de «Royaliste» s'ouvrent de plus en plus à ces personnalités qui font depuis plusieurs années déjà la richesse de nos grandes réunions publiques où, plus simplement de nos «mercredis de la Nar» ou des dîners-débat de nos sections. A ces amis que nous ne faisons qu'interviewer, naguère, nous demandons aujourd'hui de bien vouloir prendre la plume. Les très récents numéros de notre journal ont ainsi accueilli Jean-Luc Marion, animateur de la revue «Communio» (pour un article sur la mort d'Hergé), Paul-Marie Cousteau (responsable du centre d'Etudes du Mouvement des Démocrates), et aujourd'hui c'est Roger Pannequin qui nous fait l'amitié d'apporter son jugement sur des Mémoires auxquels sa double qualité d'ancien résistant et d'ancien membre du comité central du parti communiste le rendent particulièrement sensible.

A ces auteurs qui acceptent d'écrire dans «Royaliste» nous ne demandons pas de profession de foi monarchiste, bien entendu. Notre ambition est de faire de plus en plus de ce journal un «carrefour presque obligé du débat intellectuel» pour reprendre une expression bienveillante que voulut Girard.

Jean Jérôme - La part des hommes - Ed. Acropole. Prix franco : 82 F.

La lecture des trois gros volumes d'André Brissaud sur Mussolini m'a tenu en haleine jusqu'au bout. Cette enquête minutieuse qui traverse toute une vie jusqu'à son dénouement sanglant ne nous laisse à peu près rien ignorer de ses péripéties. Sur la conduite de la guerre, l'alliance avec Hitler elle abonde en documents et en inédits. J'aurais aimé plus de développements sur la pensée personnelle du «duce» et la doctrine du fascisme. Mais c'était sans doute hors de la perspective immédiate de l'auteur dont la tâche était suffisamment abondante comme cela. Il faudrait un autre ouvrage qui reprenne un peu à la façon de Sternhell pour le fascisme français toute l'élaboration intellectuelle du début du siècle, cette culture socialiste en ébullition que le père Sorrel alimenta directement et qui donna naissance à Mussolini et à Gramsci.

Il y a incontestablement du théoricien chez le Duce que Brissaud nous décrit aux temps maudits de la République de Salò lisant les philosophes des heures durant. Nous aimerions savoir lesquels. La mécanique dans laquelle le fascisme s'est enfoncée depuis qu'il a lié son sort au nazisme resserre son étreinte avec l'avance implacable des alliés, Mussolini fait un retour à ses origines socialistes et tente d'instaurer le régime social de ses premiers rêves ! Il ne commande plus rien à la tête de son Etat fantôme. C'est bien le moment de rêver ! L'homme d'action s'est évanoui à force d'impuissance. Mais homme d'action, de décision, politique selon l'esprit de Machiavel, il l'a été à un rare degré vingt ans plus tôt pour conquérir l'Etat et obtenir bientôt le satisfecit et même l'admiration de ses plus illustres contemporains, de Churchill à Gandhi. Le politique est d'abord un pragmatique, c'est-à-dire qu'il sait répudier ses rigidités idéologiques lorsqu'il le faut. Le socialiste ennemi mortel du capitalisme saura se réclamer du manchestérisme lorsqu'il aura besoin du ralliement des forces de droite et des milieux industriels. Le républicain de conviction, admirateur de la Révolution française, saura s'accommoder de la monarchie de Savoie, par souci des nécessaires compromis historiques. Surtout la façon dont il saura magistralement utiliser la marche sur Rome, sans prendre formellement la voie révolutionnaire pour accéder légalement au pouvoir constitue une sorte de chef d'œuvre dans l'ordre de la manœuvre politique. Dans l'ordre diplomatique, cet anticlérical qui faisait profession d'athéisme signera le traité du Latran qui mettra fin à la querelle de l'Eglise et de l'Italie. Dans cette logique, il y avait un autre Mussolini possible qui se serait gardé de la pente totalitaire inhérente au fascisme - mais avec laquelle il sut souvent garder ses distances contre ses propres ultras - et surtout de l'alliance diabolique avec Hitler qui scella son destin pour le plus grand malheur de l'Italie.

C'est l'assassinat sordide par les ultras du socialiste Matteoti qui engagea le régime sur la mauvaise voie. A partir de là, toute perspective d'unité nationale, respectant le pluralisme devient impossible. Mussolini songeait à faire entrer des socialistes dans son gouvernement. Cette perspective n'était sans doute pas chimérique puisque le parti fasciste n'avait pas encore effacé les autres partis et que Mussolini

mussolini, la folie du prince

avait choisi de ne pas renverser la monarchie constitutionnelle. Le meurtre de Matteoti sera au principe du totalitarisme fasciste, il marque l'entrée dans la dictature. L'opposition sera brisée, les opposants seront déportés et le régime prendra la forme qu'il a conservée pour la postérité. Le fascisme deviendra ce qu'il est réellement, c'est-à-dire un parti de guerre civile constitué pour devenir la totalité de la nation à n'importe quel prix. Seul son fondateur pouvait choisir de stopper ce devenir infernal. Mais il y a dans le destin de cet homme quelque chose d'inéluctable. Suffisamment intelligent pour dominer ses propres tentations, il ne saura pas leur échapper. Son orgueil le perdra.

Parti de guerre civile, le fascisme l'est de naissance. Sa puissance s'est forgée dans la violence au lendemain de la première guerre mondiale, cette guerre qui fut décisive pour celui que tout désignait pour être le Lénine italien. Le jeune chef du socialisme se sépare en effet de son parti, le jour où il choisit de soutenir l'intervention de son pays dans la guerre contre l'Allemagne. Du coup, il rompt avec l'internationalisme qu'il a toujours professé avec sa virulence depuis qu'il milite. Son adoption du nationalisme le met à l'unisson de la majorité, avec l'idée de concilier les deux grands mouvements historiques du temps, le mouvement ouvrier et le mouvement national.

Le premier programme du parti fasciste qui date de juin 1919 est de tonalité nettement révolutionnaire, avec des accents internationalistes qui rétrospectivement surprennent (désarmement général, abolition de la diplomatie secrète, soutien de l'esprit de la Société des Nations !) mais le futur duce est d'abord un homme d'action. Son parti n'a aucune prise sur les ouvriers qui demeurent fidèles au socialisme. Et c'est dans l'affrontement sanglant avec les socialistes que son mouvement s'affirmera et ne cessera de se renforcer. Le discours révolutionnaire n'empêche pas que les violences fascistes s'exercent exclusivement contre les socialistes «susceptibles de faire la révolution rouge». Le déchaînement de ses partisans étonne Mussolini. Son parti serait donc autre chose que cet instrument «grâce auquel il lui serait possible de reprendre en main le parti socialiste, les masses ouvrières pour les orienter... vers une sorte de socialisme national». De fait, Brissaud montre bien qu'entre le duce et le parti fasciste il y aura toujours une distance. Cette distance est manifeste lors de la marche sur Rome, où Mussolini mène son jeu en dehors des autres dirigeants.

Mais la logique totalitaire le rattrapera et il s'y abandonnera non sans cynisme. Un des mérites de Brissaud, son principal mérite, est de nous faire comprendre l'homme. Il n'a pas le côté irréductiblement monstrueux de Hitler. Il ne partage pas sa folie meurtrière, son racisme. L'antisémitisme lui est étranger. Psychologiquement, ses contradictions sont désarmantes, sa

force de caractère n'a d'égale que sa faiblesse de décision et sa propension à se laisser entraîner là où il ne voulait pas aller. Comment expliquer autrement que par une faiblesse coupable le rapprochement avec Hitler et l'entrée dans la guerre à ses côtés ? Faiblesse et vanité mêlées, folie du pouvoir, folie du prince, abandon du politique au vertige qui l'entraîne.

Personne n'était plus prévenu contre l'Allemagne et contre Hitler que Mussolini qui avait eu des paroles si dures contre cet «affreux dégénéré sexuel» et la «barbarie sauvage» du nazisme ? C'est bien celui qui discernait que la victoire de ce «fou dangereux» serait la fin de la civilisation européenne. Nous ne pouvons oublier non plus qu'en 1934 il soutient le chancelier Dollfus contre la perspective de l'Anschluss, qu'il mobilise ses troupes sur le Brenner pour sauvegarder l'Autriche alors que Paris et Londres ne bronchent pas ! C'est lui qui recueillera la veuve et les enfants du Chancelier assassiné par les nazis. C'est pourtant le même homme qui engagera son pays au côté d'Hitler pour voler au secours de la victoire des troupes allemandes et s'approprier les conquêtes dont il rêve. Il se grise de sa rhétorique mégalomane. Le vainqueur d'Addis-Abeba s'imagina déjà victorieux en France, en Afrique, en Grèce ! Il a scellé le destin qui le mène à la mort sordide qui l'attend avec Clara Petacci au bord des lacs.

Certes, on peut penser que l'attitude de la France et de l'Angleterre ont pesé dans la décision ultime. Un peu de souplesse de la part des uns et des autres aurait peut-être détourné Mussolini de son penchant fatal. Mais on ne saurait oublier que c'est le duce qui assume seul son choix à la face de l'histoire. Contre son propre gendre Ciano qui pense que l'entrée dans la guerre est une folie, contre Dino Grandi (un des proches les plus lucides qui fut aussi un de ses meilleurs ministres), Mussolini prend sa décision. «Il est devenu aveugle. Les victoires de Hitler lui masquent ce qui devrait être pour lui évident. Il n'a plus qu'une idée : cueillir sa part de lauriers.»

Victor-Emmanuel III est hostile à l'entrée en guerre de l'Italie. Mussolini fulmine contre lui : «Comment ce nabot ose-t-il avoir la prétention de me dire ce que je dois faire !» Une tentative est faite par Acquarone, ministre de la maison royale, pour ôter le pouvoir des mains de Mussolini. Mais ce n'est pas possible. La même tentative réussira plus tard avec la réunion du grand conseil fasciste qui destituera le duce. Celui-ci sera arrêté dès le lendemain sur ordre du roi. Il est bien tard pour renverser la mécanique des malheurs. Le roi a fait confiance en 1923 à un homme qui pouvait redresser une situation politique difficile. Cet homme a d'ailleurs eu la sagesse de s'entendre avec la maison de Savoie. Mais le fascisme et la monarchie italienne ont pu faire un compromis, ils appartiennent à deux mondes foncièrement étrangers. Si Mussolini avait choisi d'être serviteur de cette monarchie, plutôt que duce du fascisme, le destin de l'Italie en eût été changé et peut-être celui de l'Europe.

Gérard LECLERC

André Brissaud - **Mussolini** - 3 tomes, Librairie Armand Perrin. Prix franco : 330 F.

dans la famille de France

Pour tous les Français et plus particulièrement, bien sûr, pour les royalistes, rien de ce qui se passe dans la Famille de France n'est indifférent. Mais quand cet événement a une portée symbolique et concerne celui qui sera appelé, plus tard, à assumer la charge d'héritier des rois de France, il convient de le souligner avec force.



Il y a quelques jours le Prince Jean a eu 18 ans. Né le 19 mai 1965, le Prince Jean est le deuxième fils (1) de Mgr le comte de Clermont et le petit-fils de Mgr le comte de Paris. Il poursuit actuellement ses études secondaires dans un collège de province.

Le Prince Jean représente pour tous les royalistes le symbole de la pérennité de notre projet. Son accession à la majorité nous fait souhaiter qu'à l'instar de ses ancêtres, il ait toujours à cœur le souci d'une charge qui fait de lui, comme nous le rappelait Maurice Clavel, le «dernier des serveurs de tous». Tel est le vœu que nous formons, aujourd'hui, pour son dix-huitième anniversaire.

Yvan AUMONT

* Signalons à nos lecteurs que notre confrère «*Poir*» de *Vue et Images du monde* consacrera un de ses prochains numéros à un reportage illustré sur le Prince Jean.

(1) Son frère aîné, le Prince François, est un handicapé profond. Le comte de Paris a rappelé en 1981 que ce handicap le rend «incapable d'exercer une responsabilité quelconque. Ce malheur même l'exclut de la succession».

étudiants et lycéens

Le nouveau numéro de «Royaliste-Université» est paru. Il peut vous être adressé contre 3 F (en timbres). L'abonnement pour 5 numéros coûte 12 F (lycéens et étudiants), 30 F pour autres catégories (à l'ordre de «Royaliste».

On y trouvera notamment le bulletin d'inscription pour la session des jeunes royalistes qui aura lieu le 2 et le 3 juillet 1983, à proximité d'Orléans.

Le programme d'étude de cette session a été publié dans le numéro 382 de «Royaliste». Son but est de reprendre à la base un certain nombre d'informations sur le royalisme et les idées politiques d'une façon générale et de permettre à chacun de réaliser une synthèse de ses connaissances.

La session est ouverte aux lycéens et étudiants qui, intéressés par notre projet, désirent approfondir les raisons d'être du royalisme en 1983.

L'organisation pratique est assurée par nos amis d'Orléans : gentillesse et bonne humeur garanties.



Prix : 65 F comprenant une nuit, trois repas et un petit déjeuner.

Un minibus partira de Paris, le samedi matin, très tôt. Participation aux frais (aller/retour) : 95 F.

Tous les étudiants et lycéens adhérents de la NAR qui ne pourront pas venir à la session sont priés d'envoyer un rapport de leur activité militante au long de l'année, avec l'indication de ce qu'ils souhaitent faire l'an prochain et de ce qu'ils attendent du Collectif des Jeunes Royalistes.

Ces rapports seront dépouillés et une synthèse en sera publiée dans «Royaliste-Université».

mercredis de la n.a.r.

Tous les mercredis à 20 heures, 17, rue des Petits-Champs (1er) - 4ème étage - Métro Bourse ou Palais Royal a lieu une conférence débat ouverte à nos lecteurs. Les conférences sont suivies pour ceux qui désirent continuer les discussions, d'un buffet (participation aux frais du buffet).

Mercredi 25 mai : Ghislain Sartoris viendra nous parler du dernier livre paru de Jean Paulhan : le **Traité du Ravissement**. A cette occasion ils nous donnera sans doute quelques lumières sur un côté inconnu de cet écrivain : un Paulhan royaliste ? Ghislain Sartoris l'affirme.

Mercredi 1er juin : Conférence de Bertrand Renouvin : **Nouvelles approches de la monarchie**. La pensée contemporaine tente d'élaborer une nouvelle réflexion sur le pouvoir politique. La question de la monarchie peut-elle s'y inscrire et comment ?

● SESSION DE FORMATION

Une session de formation audiovisuelle pour les animateurs locaux de notre mouvement aura lieu en septembre. Probablement dans notre maison de Bretagne. Cependant, pour répondre au vœu exprimé par de nombreux provinciaux, nous préférons tenir cette session dans une région plus centrale (dans un triangle compris entre Lyon, Toulouse et Tours avec très bonne desserte SNCF et route). Si vous avez un lieu à nous proposer, merci de prendre contact très rapidement.

● SUISSE

Bertrand Renouvin sera l'invité du Centre de Documentation Civique de Lausanne (23, av. d'Apples) pour présenter son dernier livre «Charles Maurras, l'Action française et la question sociale», le 3 juin prochain, à 20 h 30.

«Dix ans de combat pour la monarchie», une plaquette d'explication à diffuser largement dans notre public. Prix franco : 1 ex. : 4 F - 5 ex. : 10 F - 10 ex. : 18 F - 25 ex. : 26 F. Règlement à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris.

royaliste

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

La vie politique de la nation semble tout entière inscrite dans l'affrontement entre la droite et la gauche. Pourtant, la logique politicienne ne peut empêcher que les véritables débats passent les frontières habituelles et provoquent des conflits à l'intérieur des partis et des camps.

Cette observation se vérifie aisément dans le domaine de la politique économique : la contestation la plus vigoureuse du plan de rigueur ne vient pas de la droite mais d'une partie de la gauche, que nous rejoignons sur ce point : opposés pour des raisons fondamentales au parti pris libéral et européen de la nouvelle équipe gouvernementale, nous avons dénoncé l'inutilité d'une dévaluation trop timide, le sacrifice du projet industriel et de la reconquête du marché intérieur - donc de l'emploi - et le caractère illusoire d'une politique anti-inflationniste qui refuse de s'en prendre aux causes structurelles de ce mal lancinant.

Ni idéologique, ni partisane, ni tactique, cette critique se situe dans la ligne constante suivie par «Royaliste», avant comme après le 10 Mai. Elle nous a conduits à prendre encore plus de distances à l'égard d'un pouvoir qui a opéré, en mars dernier, un véritable bouleversement de ses perspectives. Elle nous rend aujourd'hui très sensibles à l'attitude de Jean-Pierre Chevènement qui a publié récemment (1) des analyses, des critiques et des propositions proches des nôtres. Comme nous, l'ancien ministre de l'Industrie conteste la politique de déflation et l'insertion de notre pays dans les mécanismes mutilants de la division internationale du travail. Comme nous, il réclame une politique d'indépendance, assortie de certaines mesures de protection qui nous permettraient de limiter la pénétration de notre marché et de reconstituer notre potentiel industriel. Comme nous, il propose une stratégie industrielle fondée sur la maîtrise des nouvelles technologies...

UN MAUVAIS PROCES

Ce projet réaliste et somme toute mesuré est partagé par nombre de responsables socialistes et devrait l'être par les gaullistes conséquents. Il est en revanche vivement attaqué par cette fraction de la gauche que l'on dit «moderniste», «rocardienne» ou... «américaine», et qui est en train d'instruire un mauvais procès. Il est tout de même renversant que Roger Priouret, dans un article intitulé «le vertige de la haine» (2) ose ranger parmi les propagandistes de cette haine les partisans d'une politique de protection économique. Il est non moins éton-

l'autre choix



par
bertrand
renouvin

nant qu'un esprit aussi pertinent que Jacques Julliard puisse définir cette politique comme un «enfermement» (3)... en faisant mine d'oublier que la volonté de protéger un pays est étrangère au fantasme autarcique, au refus de tout échange avec l'extérieur. Les grands pays industriels, qu'il s'agisse des Etats-Unis, du Japon ou de la République fédérale, pratiquent une politique de protection, tarifaire ou non, de leur marché : ces entorses au principe de la libre-concurrence ne les empêchent pas d'importer ce qui leur manque et d'exporter massivement - en donnant de surcroît des leçons de libéralisme au monde entier.

Au nom de quoi la France devrait-elle accepter de jouer à un jeu dont personne ne respecte les règles ? Au nom de quoi devrait-elle accepter de s'offrir, désarmée, à l'agression économique dont elle est victime ? Une politique de protection temporaire n'a d'autre objectif que de rétablir un équilibre dans les échanges, d'autre intention que de nous donner la possibilité de reprendre des forces. Nulle «haine» ne l'inspire, ni le moindre désir d'enfermement.

D'aucuns déduiront de ces brèves remarques que nous sommes devenus «chevènementistes». Il faudrait pour cela que l'ancien ministre précise ce qu'il entend par «République moderne» et nous convainque qu'il ne sacrifie pas à une mythologie désuète. Il faudrait surtout qu'il surmonte le paradoxe du jacobinisme : par quel miracle le parti peut-il devenir le tout sans le mutiler ? Par

quelle magie le parti peut-il devenir l'instrument de l'unité, l'artisan de la solidarité, alors qu'il porte en lui la division ? Jean-Pierre Chevènement est sans doute sensible à cette contradiction puisqu'il célèbre dans son premier article le parti du Président «instituteur de la volonté collective», avant d'en appeler, dans sa conclusion, à la constitution du «seul parti qui vaille : celui de la réussite». Ces réserves, qui sont de taille, ne sauraient cependant nous empêcher d'approuver le souci de l'indépendance nationale qu'il exprime, et la traduction économique qu'il compte lui donner.

LIBERALISME ET AUTONOMIE

L'«autre gauche» et nombre d'intellectuels indépendants ne manqueront pas de fustiger cette collusion «nationaliste». En retour, il serait tentant de dénoncer la «gauche américaine» et ses complices. De telles polémiques ne feraient qu'obscurcir un débat capital. C'est un fait que les excès nationalistes ont jeté la suspicion sur le simple souci de la nation. C'est un autre fait qu'une partie de la gauche exprime, par ses positions libérales en économie et à travers sa fascination pour les Etats-Unis, une nostalgie vraie de l'universel. Le malheur est que le libéralisme économique fabrique un faux universalisme, qui masque la domination des monopoles et les prétentions hégémoniques de certaines nations : la logique de l'économie moderne est celle de la volonté de puissance, son aboutissement est l'asservissement des faibles - et non la participation à une communauté de biens équitablement répartis.

La protection de la communauté nationale est donc une nécessité du moment, non une finalité : il s'agit de préserver notre identité, de conserver la maîtrise de nos moyens de production afin que nous demeurions libres d'inventer, dans l'avenir, une autre société. La place que nous accordons à Ivan Illich dans ce numéro montre que ce projet est pour nous essentiel. Mais la soumission à la logique de l'économie libérale interdit d'en poser les fondements. Pour dépasser la querelle entre les partisans de la protection et ceux qui essaient depuis quinze ans de «changer la vie», il suffirait que ces derniers prennent conscience des nécessités momentanées et des étapes nécessaires - tant il est vrai qu'il n'y aura pas de changement réel de la société sans une autonomie minimum de celle-ci.

Bertrand RENOUVIN

(1) «Le Monde», 10 et 11 mai 1983.

(2) et (3) «Le Nouvel Observateur» 13-19 mai 1983.